

Le Bonnet Rouge

BUREAUX : 14, rue Drouot, Paris (9^e)

Quotidien Républicain du soir

Le Numéro : Cinq Centimes

TELEPHONE : Central 69-70 et Central 80-62

DIRECTEUR : Miguel ALMEREYDA

Un an : PARIS 20 fr. ; DÉPT 24 fr. ; ÉTRANGER 32 fr.

M. Caillaux et le Congo

UN TÉMOIGNAGE

Notre directeur a reçu la lettre suivante :
20 mars 1917.

Mon cher ami,

Comme suite à la lettre adressée par M. Dalbiez, député, au directeur du *Daily Chronicle*, il me semble assez curieux de puiser dans le livre de l'américain M. W. Morton Fullerton, l'auteur aujourd'hui universel de *Les grands problèmes de la Politique Mondiale* (1^{ère} édition française 1914), quelques passages concernant le rôle intéressant joué par M. Caillaux dans la fameuse histoire du Congo.

En janvier 1912, M. Caillaux, président du Conseil, était chassé du pouvoir par un vote de défiance. Plusieurs raisons avaient motivé cette chute. On reprochait tout spécialement à cet homme politique, d'avoir voulu interpréter « à la lettre » l'accord signé en 1909 avec l'Allemagne par le ministre d'alors, M. Pichon. En vertu de cette pièce diplomatique, Berlin reconnaissait, il est vrai — et cela pour la première fois — la prédominance des droits politiques à la France au Maroc, mais, cette sorte de concession s'inspirait de l'esprit du docteur, du dominant-donnant, « les affaires sont les affaires » et, au vertu de ce marchandage diplomatique, l'Allemagne demandait l'équivalent de ce qu'elle paraissait donner. « La France s'engageait donc à coopérer avec elle au Maroc, en toute loyauté et à y poursuivre, de concert, des affaires purement économiques. » Par malheur, il n'y a plus, dans la vie moderne, de ces sortes d'affaires « purement économiques ».

Si cet accord de 1909 eût été loyalement observé pendant une période de cinq années, c'en était fait de la Triple-Entente, en dépit de la volonté contraire de chacune des nations intéressées. Sans le coup de la France trahissant l'Angleterre, et cela-ci se fut trouvé isolée en Europe, alors que l'Allemagne réalisait enfin son rêve d'obtenir une prépondérance qui allait neutraliser les résultats de la politique française et anglaise de ces dix dernières années : le rétablissement de l'équilibre des puissances en Europe.

La solution adoptée en 1909 (trois années donc, avant la présence de M. Caillaux au pouvoir) — par le ministre français (S. Pichon), pour résoudre la difficulté marocaine entraînant des conséquences dont l'Angleterre pas plus que la France n'eût l'intention immédiate (voir le discours du 4 fév. 1912 de M. Pichon).

Et, le traité franco-allemand du 4 novembre 1911 devait être le résultat de cette période agitée. Par cet accord, la France, pour un Protectorat virtuel sur le Maroc, cédait à l'Allemagne de vastes régions congolaises dont elle n'aurait jamais eu à se débarrasser sans les clauses si mal arrangées de 1909 — (par M. S. Pichon et non par M. Caillaux). — M. Caillaux tombait donc en partie pour des raisons que ceux qui avaient approuvé l'Entente de 1909 se trouvaient logiquement tenus à répudier.

Il serait souverainement injuste, mon cher ami, de continuer à laisser circuler en France cette légende qui veut que M. Caillaux ait « donné » à l'Allemagne une partie — si minime ! — du Congo. M. Caillaux ne pouvait faire autrement que de tenir les engagements pris par M. Pichon. Le rôle de M. Caillaux, au cours de cette affaire, s'est borné à donner le moins de compensations possibles et en se faisant beaucoup pressier. Il n'en a pas moins écarté la guerre à cette époque... où nous étions encore moins près qu'en 1914. M. Caillaux, au contraire, par ses agissements et son entêtement, a méconnaître profondément la Wilhelmstrasse... sans pouvoir contenter les Français, les Russes, comme toujours, ne connaissant rien de leurs histoires et même de leur Histoire.

Bien à vous... — André ISZELS.

DESTRUCTIONS

Les journalistes parisiens ont été invités à parcourir le terrain que les Allemands viennent d'abandonner. On les a conduits à Noyon et à Lassigny.

Les journalistes... entendons-nous bien : quelques journalistes.

On les avait choisis. Tous les journaux n'étaient pas conviés.

C'est la Maison de la Presse qui avait fait le tri.

Cet immeuble, et l'administration qu'il

demandé à quoi ils servaient. On le sait maintenant. La République tient aux royalistes. Elle attend d'eux les services que les sociétés lacédémoniennes de tempérance demandaient aux ilotes qu'elles savaient enclins à l'ivrognerie. Le gouvernement de la République a donc fait une collection de monarchistes authentiques et elle les conserve rue François Ier, dans cette maison que l'on a baptisée « Maison de la Presse » parce que si on l'avait baptisée « Maison de la Hâte », l'ironie aurait été trop évidente, et, sans doute, exagérée ; les informations communiquées par cette Maison de la Presse ne sont généralement en retard que de vingt-quatre heures sur celles des journaux.

(1) Librairie Chapelot.

et vingt-quatre heures, dans une guerre d'usage, qu'est-ce que c'est !

Les royalistes se partagent la Maison de la Presse avec une poignée de libéraux, de conservateurs indéterminés, empruntés par le gouvernement à la rédaction du *Journal des Débats* et de *l'Opinion*.

Les jeunes royalistes de la Maison de la Presse ne peuvent pas affirmer leur attachement au duo Philippe comme jadis : en barbouillant les statues. Ce n'est pas qu'ils manquent de couleurs ; les coups de la guerre ne les trouvent jamais insensibles et leurs émotions s'expriment de la façon que vous devinez... Mais le jeu serait dangereux. Cette héroïque jeunesse qui brûle de combattre l'ennemi (c'est de la République qu'il s'agit), doit se contenter de faire des niches à la presse républicaine.

Le *Bonnet Rouge* ne s'en fut donc point à Lassigny, ni à Noyon, dans les fourgons du gouvernement.

Si exercés que soient les gamellards de la rue François-I^{er}, ils laisseront cependant passer un journaliste, dont ils auraient dû se méfier : notre confrère, M. Maurice Bertré, secrétaire général de *l'Humanité*.

Il arriva ce qui devait arriver : M. Maurice Bertré ayant parcouru les villes reconquises, raconta ce qu'il avait vu, — et rien de plus.

Singulière façon de répondre à une invitation !

M. Bertré gâcha la rubrique. Ce qu'il raconte, en effet, parce qu'il l'a vu, ce n'est pas du tout ce que racontaient les autres, si c'est, peut-être, ce qu'ils avaient vu, eux aussi.

Il est notable de constater qu'il n'est produit aucun désaccord entre les différents corps de la garnison et qu'aucun coup de fusil ne fut tiré.

La famille impériale est actuellement enfermée dans les appartements occupant l'aile gauche du palais Alexandre. Dans l'aile droite, une chambre a été réservée à la dame de compagnie (Voukrova) de l'impératrice Alexandra Fédorovna, qui est connue pour ses relations avec Raspoutine.

« L'ennemi, en se retirant, a systématiquement détruit les routes ou a multiplié les obstacles, pour entraver notre poursuite.

« Que ce soit sur la route partant de Lassigny ou sur celle de Ribécourt, les deux moyens ont été employés pour arrêter la marche de nos troupes. Les poteaux télégraphiques, les fils de béton qui transportent la force électrique, les arbres qui bordent la route, que ce soient des hêtres des ponts, la vieille cathédrale, la bibliothèque des chanoines, cette si originale seule voie pour aller à Noyon, tous les énormes ou de simples pompiers, ont été abattus pour la barrer. Par contre, les arbres à l'intérieur des propriétés ont été généralement respectés. Tout près de Noyon ils n'ont pas hésité à faire sauter une énorme cheminée d'usine, constituant ainsi une puissante barricade. Pas un pont, traversant même le plus minuscule cours d'eau, n'a été épargné. »

Et voici, après Lassigny, Noyon. Écoutez notre témoin :

« Une visite de la ville nous convainc que les seules maisons détruites sont celles qui furent ébranlées par les explosions de mines situées à proximité des carrefours et construction en bois, du XV^e siècle, n'ont pas été détériorées. »

Et voilà !

Les jeunes royalistes de la Maison de la Presse sont des « gaffeurs ». En laissant M. Bertré aller à Lassigny et à Noyon, ils ont coupé tous les effets de M. Maurice Bertré, leur maître.

« Nous avions espéré que le gouvernement allemand modifierait son point de vue et conserverait une attitude amicale envers la Chine.

« Depuis lors, plus d'un mois s'est écoulé sans que le gouvernement allemand ait renoncé à ses nouvelles méthodes, ni à sa conduite de guerre sous-marine.

« Il en est résulté que de nombreux navires de commerce ont été coulés et que de nombreux sujets chinois ont péri.

« Il y a quelques jours seulement, le gouvernement allemand nous a adressé sa réponse à notre protestation, nous annonçant qu'il lui est impossible de renoncer soit à la guerre sous-marine, soit au blocus.

« Cette réponse ne correspond ni à notre espoir ni à nos vœux.

« Afin de prouver notre respect du droit des gens et d'assurer la protection des vies et des biens de nos ressortissants, je fais savoir qu'à partir d'aujourd'hui, le gouvernement chinois n'entreprend plus de relations diplomatiques avec l'empire allemand. » — (Radio.)

En Espagne

EST-CE LA GREVE GENERALE ?

Madrid, 25 mars. — L'Assemblée générale des Comités de toutes les associations ouvrières de Madrid a voté une motion de confiance au Comité directeur de l'Union générale des travailleurs, en vue de la réunion qui doit se tenir à Madrid de tous les délégués de l'Espagne.

Il est à prévoir que ce congrès sera très divisé sur la question de la grève générale dont la déclaration est encore problématique. — (Radio.)

DEMISSION DU GOUVERNEUR CIVIL DE MADRID

Madrid, 25 mars. — Le gouverneur civil de Madrid a donné sa démission à la suite de divergences de vues entre lui et l'Assemblée provinciale au sujet de la réquisition des blés de province. — (Radio.)

REGLEMENTATION DE LA NAVIGATION

Madrid, 25 mars. — Une note du ministre des affaires étrangères fait connaître que la presse sera saisie demain d'une communication concernant les démarches faites par le gouvernement espagnol depuis le 1^{er} février dernier, pour le règlement de la question de la navigation des bateaux espagnols en raison du blocus. — (Radio.)

LA RÉVOLUTION RUSSE

Une Proclamation du Parti Socialiste Populaire

LE PARTI SOCIALISTE POPULAIRE SOUTIENDE LE GOUVERNEMENT

Petrograd, 24 mars. — Le parti socialiste populaire, vient de publier la proclamation suivante :

« Depuis sa formation en 1916, notre parti a toujours considéré comme son premier devoir de lutter pour la convocation d'une assemblée constituante, estimant que c'était le seul moyen d'établir l'ordre dans notre pays, conformément à la volonté du peuple. Aujourd'hui que cette convocation est devenue la devise même du gouvernement provisoire, nous invitons tous les membres de notre parti et tous les citoyens partisans de notre programme à soutenir énergiquement le gouvernement provisoire. » — (Radio.)

LA VIE DE LA FAMILLE IMPERIALE A TSARKOIE-SELO

Petrograd, 25 mars. — La vie normale a repris à Tsarkoie-Selo. Les troupes de la garnison, au complet, sont restées dans l'ordre et la discipline. Elles sont animées de la plus grande confiance dans leurs officiers auxquels elles rendent les mêmes honneurs que par le passé.

Suivant l'exemple de Petrograd, ces troupes ont élu des comités chargés de s'occuper de l'administration intérieure des régiments.

La révolution, pour laquelle on pouvait envisager des conséquences sanglantes, n'a fait aucune victime à Tsarkoie-Selo. Le premier régiment qui s'est acclamé le nouveau régime fut le 1^{er} tirailleurs.

Un régiment d'artillerie lourde, cantonné autour du Palais Royal, fit aussitôt après cause commune avec les tirailleurs. La garde du palais ne tarda pas à adhérer au mouvement.

Il est notable de constater qu'il n'est produit aucun désaccord entre les différents corps de la garnison et qu'aucun coup de fusil ne fut tiré.

La famille impériale est actuellement enfermée dans les appartements occupant l'aile gauche du palais Alexandre. Dans l'aile droite, une chambre a été réservée à la dame de compagnie (Voukrova) de l'impératrice Alexandra Fédorovna, qui est connue pour ses relations avec Raspoutine.

LA CHINE LES ÉTATS-UNIS

a rompu avec l'Empire ALLEMAND ont rappelé leur ministre A BRUXELLES

Zurich, 25 mars. — Le ministre de Chine à Berlin vient de communiquer à l'Office des Affaires étrangères allemand le télégramme suivant, qu'il a reçu de son gouvernement :

Pékin, 14 mars 1917.

« Le ministre-président publie le décret suivant :

« Depuis le début de la guerre européenne, la Chine a maintenu sa neutralité de façon la plus stricte. A notre grand étonnement, le gouvernement chinois a reçu du gouvernement allemand à la date du 1^{er} février une note l'avisant de la reprise de la guerre sous-marine à outrance.

« La guerre sous-marine, telle qu'elle avait été pratiquée jusqu'à maintenant, avait déjà causé de graves dommages à la vie et aux biens de ressortissants chinois. La nouvelle forme de guerre vient augmenter sensiblement ces dommages.

« Dans le désir de faire respecter le droit des gens et de protéger la vie et les biens des sujets chinois, notre gouvernement a adressé au gouvernement impérial allemand une protestation faisant remarquer que dans le cas où cette politique de guerre sous-marine serait pas abandonnée, le gouvernement chinois se verrait obligé de rompre les relations diplomatiques avec le gouvernement allemand.

« Nous avions espéré que le gouvernement allemand modifierait son point de vue et conserverait une attitude amicale envers la Chine.

« Depuis lors, plus d'un mois s'est écoulé sans que le gouvernement allemand ait renoncé à ses nouvelles méthodes, ni à sa conduite de guerre sous-marine.

« Il en est résulté que de nombreux navires de commerce ont été coulés et que de nombreux sujets chinois ont péri.

« Il y a quelques jours seulement, le gouvernement allemand nous a adressé sa réponse à notre protestation, nous annonçant qu'il lui est impossible de renoncer soit à la guerre sous-marine, soit au blocus.

« Cette réponse ne correspond ni à notre espoir ni à nos vœux.

« Afin de prouver notre respect du droit des gens et d'assurer la protection des vies et des biens de nos ressortissants, je fais savoir qu'à partir d'aujourd'hui, le gouvernement chinois n'entreprend plus de relations diplomatiques avec l'empire allemand. » — (Radio.)

Pas si bêtes !

Les Allemands ne veulent pas laisser les Jésuites rentrer chez eux

Genève, 25 mars. — Le Synode évangelique de Darmstadt publie une déclaration suivante : « Le gouvernement allemand a aboli récemment, comme il en a l'intention, le loi sur les Jésuites, cette mesure serait de nature à troubler profondément la paix religieuse. » — (Information.)

LIRE

en deuxième page

Le Sabotage des Enfants

par Irma FERROT

de la marine retraités à reprendre du service, pour permettre de relever tous les jeunes officiers. Les ingénieurs et les officiers de marine qui ont été chargés d'examiner les navires allemands internés à Hoboken confirment les rapports suivant lesquels ces vaisseaux auraient été si endommagés qu'il sera impossible de les réparer avant six mois.

Le Renouvellement de la Convention GERMANO-SUISSE

Berne, 25 mars. — Prochainement, vont commencer à Berne les négociations pour le renouvellement de la convention germano-suisse qui expire le 30 avril. Un Suisse français participera, cette fois, aux discussions, ce qui n'était pas le cas, lors des négociations précédentes.

La délégation suisse comprendra, en effet, deux Suisses allemands, MM. Schindler et Laur et un Suisse français, M. Meisinger, de Chaux-de-Fonds. — (Information.)

LES BOERS ET LA GUERRE

Londres, 25 mars. — On mande du Cap que les nationalistes avaient présenté à la Chambre une motion de blâme, contre l'envoi de troupes indigènes sur le théâtre de la guerre.

Le général Botha, premier ministre, a répondu par une énergique déclaration de loyauté, en exprimant sa confiance dans la victoire des Alliés. — (Radio.)

A BATONS ROMPUS

Le Mariage devant l'Église

« Manger du curé » ne représente pas, pour moi, un régal particulièrement friand. Certes, je considère comme un grand péché l'intervention du prêtre dans le gouvernement des affaires publiques, et je l'ai toujours ardemment combattu ; mais j'admets que certaines gens ne puissent se passer de pratiques cultuelles ni de directeur de conscience. Pour tout dire même, j'aime mieux un clerc qui porte ostensiblement les marques de son état et qui prêche ouvertement sa doctrine, qu'un « dévot », comme on disait au Grand Siècle, qui se donne de faux airs de mondain et dissimule son prosélytisme pieux sous des apparences de simple moraliste laïc.

Avec le premier, on sait immédiatement de quoi il retourne ; avec le second, on risque de se laisser enligner.

En outre, j'ai connu quelques prêtres sincères dans leur foi, observateurs scrupuleux des commandements de Dieu et de l'Église, disciples loyaux et fervents du Christ ; par contre, tous les « dévots » en redingote ou en pet-en-l'air, avec qui je me suis rencontrés, étaient des intrigants, des fourbes, poursuivant, par des chemins obliques et sous le masque d'une fallacieuse ardeur dogmatique, la satisfaction de bas appétits et d'ambitions intéressées.

Parmi les premiers, j'en sais qui se consacraient en vrais serviteurs des pauvres, et qui ne s'enquerraient point, avant d'ouvrir leur bourse, de la confession à laquelle appartenait le solliciteur, ni même s'il était athée ou déiste. Ceux-là n'avaient que des pensées et des paroles d'indulgence pour les faiblesses humaines ; le tendre et miséricordieux Galilée leur avait légué les trésors de son âme charitable et ils pratiquaient les préceptes consolateurs de son Évangile. D'ailleurs, ils étaient d'un commerce charmant, comprenaient que l'on goûtât aux joies de la vie et convenaient que Dieu n'avait point mis, sur la route de l'homme, des plaisirs et des voluptés, simplement pour l'induire en tentation et le faire tomber dans le péché.

Par contre, les « dévots » dont j'ai croisé la route étaient tous des égoïstes forcés, des pharisiens gonflés de prétention et vides de vertu ; leurs propos engendraient l'ennui, et ils affectaient envers autrui une sévérité d'autant plus grande qu'ils étaient eux-mêmes, dans le secret, plus dissolus et plus pervers.

Pour le présent, les bons prêtres exercent leur ministère dans des paroisses ouvrières et rurales ou chez les idolâtres. Le thème de leurs causeries et la norme de leurs actes se confondent dans la parole, où se condense toute la doctrine du Christ : « Aimez-vous les uns les autres ! »

Les dévots, eux, poursuivent leurs intrigues et leur louche besogne dans les Académies, dans certaines feuilles publiques, dans des salles de conférence où l'on entre en payant et d'où l'on risque de sortir intoxiqué. Ils invoquent eux aussi le Galilée, mais ce n'est point pour conseiller l'oubli des injures et l'amour universel ; c'est simplement pour nous exhorter à faire des enfants. Oublièrent-ils donc que l'Église, dont ils se réclament, enseigne, au contraire, que l'état le plus agréable à Dieu n'est point le mariage, mais le célibat religieux ?

M. René Bazin pourrait-il nous expliquer cette contradiction ?

Monsieur BADIN.

L'Adjudant Ortoli

Ortoli, Georges, adjudant-pilote, Invalide militaire le 16 septembre 1914. — né le 16 juillet 1895 — entré au service le 3 septembre 1914 ; caporal le 25 septembre 1914 ; sergent le 25 février 1915 ; adjudant le 11 mars 1916 ; médaille militaire le 13 juin 1916.

Un avion abattu, Ravin de Beaucourt (région de l'Ancre), le 23 avril 1915 (1^{er}) ; un avion abattu dans nos lignes, à Mesnilles-Tout, le 4 juin 1916 (2^e) ; un avion contraint d'atterrir près de Cune, le 23 janvier 1917 (3^e) ; un avion abattu, région de Nogent-l'Abesce, le 6 mars 1917 (4^e) ; un avion dans nos lignes, à Aumencourt, le 23 mars 1917 (5^e) ;

UNE LEÇON à M. Maurras

Nous signalions, il y a quelques jours, l'audience accordée par le ministre de la marine aux délégués de la Fédération des capitaines au long cours, qui venaient entretenir l'amiral Lecaize de la guerre sous-marine.

Emporté par sa manie de s'occuper de tous et de tout, M. Charles Maurras voulait dire son mot sur cette intervention des marins du commerce. Le mot fut naturellement une bêtise.

M. Maurras parla de « coalitions politiques, alimentées par des mécontentements professionnels peu recommandables... »

Ainsi, l'Action Française, en se mêlant de ce qui ne la concernait pas, injurait le corps des officiers de la marine marchande. Ceux-ci n'encourraient point l'injure. La Fédération des capitaines au long cours répondit à M. Maurras, et elle nous communique cette réponse.

Il y est dit :

« Monsieur. — Dans l'A. F. du 18 mars 1917 — en tête de votre article politique et sous le sous-titre : « La bonne aventure » — vous avez ajouté à l'éloge du ministre de la marine un argument qui, vraisemblablement, ne vous est pas personnel et où il est parlé de « mécontentements professionnels peu recommandables ».

« Notre Fédération vient, en effet, de prendre la responsabilité d'exprimer ces « mécontentements » à l'occasion de la guerre sous-marine. Monsieur le président du Conseil les jugea assez « recommandables » pour les accueillir et les présidents des commissions de la marine de la Chambre et du Sénat, assez graves pour nous demander d'en tenir compte l'exposé. »

« Nous ne pourrions pas la contenance jusqu'à nous faire tenir les documents que nous avons remis au chef du gouvernement et aux commissions compétentes. Ce serait peine perdue, votre siège est fait et nous avons vraiment d'autres soucis que celui de vous convaincre. »

« En ne vous désignant pas clairement, vous avez sans doute tenu à éviter la réponse publique dont nous aurions pu exiger la publication. Gardez, Monsieur, votre opinion soigneusement et continuez à distribuer vos carnets de vertu. »

« Ajoutez-y même, si vous conviez, l'expression du parti dédaigné avec lequel, républicain, nous ne sommes ni de votre côté, ni d'eux-mêmes les dévots sermentés. »

Suivent les signatures des délégués.

Sous notre Bonnet

Certains journaux ont publié une déclaration de M. Jules Guesde, recueillie par la *Rousse* de Viéville.

On raconte à ce sujet que M. Jules Guesde avait tenté de recueillir dans les milieux socialistes, des signatures pour accroître l'autorité de cette déclaration. Mais plusieurs de ses collègues et de ses anciens disciples s'y refusèrent formellement, estimant, dirent-ils, que le nationalisme ne doit pas être un article d'exportation.

Le *Bonnet Rouge* a présenté jadis à ses lecteurs le président de la Ligue de défense des petits propriétaires, M. Rouault.

A l'exemple de M. Gustave Hervé, M. Rouault veut réconcilier ouvriers et patrons, locataires et propriétaires, et il cherche quelques millions pour fonder un journal quotidien, le *Journal des Citoyens*, qui sera l'organe républicain, socialiste et laïque de la région.

Le *Faillite* et les *Hommes du Jour* regardent, la première après trois mois de suspension.

Par contre, le quotidien russe de Paris, *National*, a été suspendu pour un mois, juste au moment où la liberté de la presse est rétablie à Petrograd.

Les services de la Censure devraient bien être transférés sur la rive droite, plus près des journaux. *Excelsior*, qui propose ce transfert, aura bien mérité de ses confrères.

Communiqués

96^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

Au cours de la nuit, nous avons réalisé de nouveaux progrès au nord de Grand-Séroucourt, dans la direction de Saint-Quentin.

Entre Comme et Oise, la nuit a été relativement calme. Les premiers faits pat nous dans la journée d'hier appartiennent à sept régiments différents.

Sur la rive est de l'Ailette, nous avons progressé sensiblement au sud de Chauny et consolidé nos positions ainsi que dans la région au nord de Soissons.

A l'ouest de la Meuse, nous avons effectué un coup de main et enlevé des éléments de tranchée ennemie à l'est du bois de Malancourt.

A l'est de la Meuse, une tentative allemande sur une de nos tranchées vers Apremont a été repoussée à la grenade.

Rien à signaler sur le reste du front.

La Guerre Aérienne

Dans la journée du 24, l'adjudant Ortoli a abattu son sixième avion ennemi.

Un autre appareil ennemi a été abattu en combat aérien dans la région de Bois-Fontaine.

Des avions allemands ont lancé hier soir plusieurs bombes sur Calais et Dunkerque. A Dunkerque, ni victimes, ni dégâts. A Calais deux personnes de la population civile ont été tuées, une blessée.

